L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 72 RUE DE CHARTRES.

NO. VIEILLE-ORLÉANS

MARDI MATIN, 16 FEVRIER.

Assemblée Nationale.

Séance du 25 janvier.

M. Du Temple demande la parole pour un fait personnel.

M. Amédée Lefèvre-Pontalis a dit vendredi, au cours de mon discours, que je n'appartenais à aucun parti. Mes opinions sont connues, dit M. Du Temple, et on sait le parti auquel j'appartiens. Moi n'appartenir à aucun parti! Je n'aurai jamais cette prudence, je la laisse à M. Amédée Lefèvre-Pontalis! (Rires.)

M. Amédée Lefèvre-Pontalis déclare qu'il n'a pas dit que M. Du Temple n'appartenait à aucun parti, mais bien qu'il ne parlait au nom d'aucun parti.

Le procès-verbal est adopté.

M. Carnaux, le nouvel élu des Hautes-Pyrénées, assiste pour la première fois à la séance. Il est élu par le groupe bonapartiste.

L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet concernant la création et les attributions d'un sénat.

M. Bardoux fait ressortir tout d'abord la contradiction qui existe entre les déclarations faites la semaine dernière par M. le Ventavon et M. Amédée Lefèvre-Pontalis. Tandis que M. de Ventavon, rapporteur des lois constitutionnelles, a dit qu'il ne s'agit que d'organiser le pouvoir d'un homme pendant sept ans, M. Antonin Lefèvre-Pontalis, rapporteur de la loi du sénat, présente cette loi comme une institution définitive, indestructible. L'orateur critique cette manière d'entendre et de présenter les choses, et en fait ressortir toute l'inconséquence. Il dit ensuite ce qu'à son avis devrait être un sénat. Enfin, tout en faisant ses réserves, M. Bardoux demande à passer à une seconde lecture.

De plusieurs côtés.—Aux voix!

M. Jules Simon.—Je demande la parole. L'orateur dit que puisque personne ne demande la parole, il veut faire une observation. Celle-ci: C'est que je ne propose pas de parler contre le projet; mais avant, si quelqu'un veut parler en faveur, je lui céderais la tribune.

M. le président.—Il y avait des orateurs inscrits pour parler pour et contre; mais tout le monde paraissant d'accord pour passer à une seconde lecture, ces orateurs ont renoncé à la parole.

M. Raoul Duval dit que pour son compte, il parlera contre le projet. L'orateur entre dans quelques développements; il reprendra le projet.

M. Raoul Duval finit en disant: Comptons-nous, et si nous ne pouvons faire un monarchie, si la République, retournons devant nos électeurs. (Applaudissements.)

M. Antonin Lefèvre-Pontalis répond au nom de la commission; il demande que l'on passe à une autre délibération.

M. Lockroy.—aux voix.

M. le président.—M. Lockroy je vous rappelle à l'ordre.

La première lecture est repoussée à la fois par la droite extrême, les bonapartistes, l'extrême gauche, et quelques membres de la gauche, mais elle est néanmoins adoptée par 357 voix contre 348.

LE VOTE DU 23 JANVIER A VERSAILLES. —Nous lisons dans la *France*:

Le tableau du scrutin d'hier, publié ce matin par le *Journal officiel*, modifie d'une façon assez notable, comme cela arrive presque toujours, les résultats annoncés en séance.

Le chiffre des votants se trouve réduit à 683, dont 338 en faveur de la seconde lecture, et 345 contre.

Ce dernier chiffre se décompose comme suit:

Cinquantesept membres de l'extrême droite; soixante-trois membres de l'extrême gauche; dix-neuf membres de la réunion de l'appel au peuple.

Sur les 5 voix non comprises dans ces listes trois appartiennent à la gauche modérée; celles de MM. Arago, Jules Grévy, et Wilson.

Une au centre droit: celle de M. Labitte.

Deux enfin ne peuvent être classées dans aucun groupe spécial: celles de MM. Raoul Duval et Pouyer-Quertier.

Un procès à propos de Sédan.

Le général Wimpffen a intenté, il y a quelque temps, devant le tribunal civil de la Seine, une demande en 25,000 francs de dommage-intérêts à Paul de Cassagnac, gérant du *Pays*, à raison d'imputations diffamatoires dont il aurait été l'objet dans des articles du journal le *Pays*.

L'avocat de M. de Cassagnac a demandé le renvoi de l'affaire devant la cour d'assises, seule juridiction devant laquelle la preuve soit autorisée.

Devant la cour d'assises, a-t-il dit, pourront être entendus tous les généraux qui ont pris part à la journée de Sédan, et notamment le général Ducrot, dont le récit publié dans l'ouvrage intitulé *Sédan* contredit les assertions du général Wimpffen.

Il n'est pas douteux, a dit Me Grandperret, que les articles du journal le *Pays* ne s'adressent pas à la personne privée de M. Wimpffen, mais bien à la personne du général; et pour le prouver, Jeudrin a été donné des articles qui ont été publiés dans le *Pays*.

Ces articles imputent au général toute la responsabilité du désastre de Sédan. C'est lui, qui aurait disputé le commandement en chef au général Ducrot, et qui a rendu ainsi la capitulation inévitable.

Le général Wimpffen répondit qu'aucune des imputations du *Pays* n'était exacte, qu'il avait refusé de signer la capitulation et que c'était à son insu que l'empereur avait fait arborer le drapeau blanc et envoyé des parlementaires au roi de Prusse.

Il s'agit donc bien du général et des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions; il ne saurait donc être question d'une personne privée et d'actes de la vie privée. Ce qu'il faut établir au débat par des témoignages irréfutables, c'est la conduite tenue par le général Wimpffen dans les phases diverses de cette journée de Sédan, où il n'était dans le commandement en chef à un moment où il croyait que les choses prenaient une meilleure tournure, et s'opposa au mouvement ordonné par le général Ducrot.

Il faut donc que la justice entende les principaux généraux qui ont été les acteurs de cette douloureuse journée; elle ne peut le faire que dans l'enceinte des assises. L'éclairement la lumière pourra se faire devant le pays attentif.

Les articles du *Pays*, dus par Me Grandperret, sont au nombre de trois. Ils ne reprochent pas seulement au général Wimpffen les fautes commises sur le terrain de Sédan, mais aussi des fautes de grammaire ou d'orthographe relevées dans les lettres du général.

Me Grandperret reproche au général Wimpffen d'avoir dirigé un blâme amer contre ses compagnons d'armes et notamment contre le maréchal Mac-Mahon qu'il accuse de malveillance à son égard, et annonce qu'il compléterа ses appréciations et ses critiques lors que le débat ne sera plus confiné sur l'étroit terrain de la compétence.

M. Jules Favre, au nom du général, a combattu le renvoi devant la cour d'assises, mais le tribunal s'est déclaré incompétent.

En conséquence, le général de Wimpffen a fait citer Paul de Cassagnac devant la cour d'assises.

Les télégrammes suivants rendent compte des débats:

Paris, 12 février. Le procès en diffamation du général De Wimpffen contre Paul de Cassagnac, devant la cour d'assises, a commencé aujourd'hui. On a entendu le général Ducrot, Lebrun, Gaiffet et autres.

Le général Ducrot a déposé qu'il eût été possible qu'une partie de l'armée eût atteint Mézières si le général Wimpffen n'avait pas empêché sa retraite. Le plan suggéré par le dernier de passer à travers les lignes allemandes était impraticable. Aucune tentative de ce genre n'eût pu réussir. C'est l'empereur qui a fait arborer le drapeau blanc à Sédan, il l'a fait pour éviter une effusion de sang inutile.

Paris, 14 février.—Le général de Wimpffen a paru aujourd'hui devant la Cour d'assises et répliqué en termes énergiques les insinuations dirigées contre lui comme soldat et comme homme.

De Cassagnac a répété les assertions contenues dans les articles du *Pays*. Il a accusé le général de Wimpffen de vanité et, d'incompétence et a déclaré qu'il était coupable de trahison pour avoir violé son serment de fidélité envers l'impératrice.

A nos Abonnés des campagnes.

Nous sommes obligés de payer à la Nouvelle-Orléans même, depuis le 1er janvier 1875, d'après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. C'est donc à ces derniers, à qui leur poste locale ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, ou de nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le port est de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 25 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les malles de poste ainsi que nos agents desservent, dont se faire payer ce montant additionnel et nous le transmettre en même temps que le prix de l'abonnement.

AUX MAITRES DE POSTE.

Les maîtres de poste sont autorisés à recevoir des abonnements à l'*Abeille* (édition quotidienne, $14 par an; édition hebdomadaire, $6). Nous les prévenons néanmoins que toute demande d'abonnement sera considérée comme non avenue, à moins qu'il le temps ne renferme en même temps le montant de l'abonnement, soit $14 ou $6 suivant la nature de l'édition désirée.

Taxes des Licences Municipales pour 1875.

Nous résumons, pour l'information de nos lecteurs, le projet d'ordonnance sur les licences à payer pour l'année 1875:

Banques, $1000; banques ne recevant pas de dépôts, $300 par tête d'associé; prêteurs sur gage, par tête $750; vente ou achat d'espèces ou valeurs, par tête $500; courtiers en argent, valeurs ou assurances, $100; compagnie ou agence d'assurances contre l'incendie, $500; do., maritime, $500; do., de rivière, $500, les compagnies mixtes devant payer pour chaque branche; compagnie ou agence d'assurance sur la vie, $500; inspecteurs d'assurance, $25; compagnie ou entreprise de transfert, $100; imprimeries, $25; graveurs, lithographes, $15; journaux quotidiens, $50 par associé; théâtres, &c., $250; troupes nomades, $10 par jour pour 10 jours et $5 par jour additionnel; musées, $300; joueurs d'instruments, $5; machines électriques, $10; propriétaires de courses, $500; cockpits, $250; hôtels $150 par associé; pension privée où l'on vend des liqueurs fermentées ou spiritueuses $100 par associé; logements garnis, $50 par associé; tout endroit mal famé ouvert au public et où l'on vend des liquides, $350, de légumes $5.

Maison de commerce en gros $100 par associé; maison de commerce de détail $25 par associé; épiceries en gros ou en détail où seront vendues des liqueurs à la bouteille $100; restaurant, $100, le tout par tête d'associé.

Stalle ou place aux courses, fair grounds, pique-nique, &c., pour débits de liqueurs, $5 par jour; sans débit de liqueurs, $2 50; stalle aux marchés pour débits de café, thé, chocolat, aliments cuits, éventaires ou barraques sur la levée, pour fruits, etc., $10.

Presses à coton, $150 par associé; égrain, $100; pignerie de coton, $100; hangars à sucre, $500, le tout par associé.

Stalle pour débits de tabac et cirages, $10; glaciers ou rafraîchissements, $15; marchands tailleurs, $30; tailleurs, $10; matelassiers, $10, le tout par associé.

Confiseurs ou fabricants de liqueurs sont vendues à la bouteille, $50; au verre, $100, débits de glaces, soda, café, thé, gateaux, $10, aussi par associé.

Recéleurs de marins, coureurs d'hôtels et de bateaux, $25, fabricants de voiles, $10, charpentiers ou constructeurs de navires, calfats, tonneliers, fabricants de poupres et d'agrès, $10, chacun.

Remorqueurs, $150; agence de journaux, d'annonces, de cartes ou de publications, $10, agents de billets ou de fret de chemins de fer, $50, par associé.

Loterie par compagnie $2,500.; toute agence de loterie, à payer par le principal et par l'agent, $50.

Courtage de produits ou marchandises et d'emprunts, $50, chaque; peseurs ou mesureurs, $20; mesteurs ou boutteliers de liquides, $50, chacun.

Rafineries $200; entrepôts $75; salles de bal, salles de concerts ou théâtres de troupilles, $50; galerie de tir, $25; escrime, fabrique de cartouches, chasses ou personnes $50 par associé.

Remorqueurs ou bateaux à *jobs* dans les eaux de la Nouvelle-Orléans $50; chantier de navires sans dry dock $50; dry dock avec ou sans chantier $300 par propriétaire.

Entreprises d'enterrements $100 par associé; agents de bateaux à vapeur, $25; agents ou vendeurs de bijoux faux ou de vêtements et étoffes $50; colporteurs de mercerie, coutellerie, canifs, cigares, images, $50.

Entrepreneurs de bâtisses ou de travaux ou sous-entrepreneurs $25; pharmaciens $25; architectes $25; peintres, vitriers, charpentiers, fabricants de citernes $10.

Fonderie de fer et fabrique de machines $150; fonderie de cuivre et fabrique de machines et modèles $50; forblantier $25; fabrique de machines sans fonderie $25; fabrique de modèles sans fonderie $15; atelier de réparation pour le fer $25; boutique de serrurier, d'armurier, de forgeron $10 par associé.

Laiterie, $20 par associé; débit d'huitre $10, vente d'huitres en gros $50, vente d'huitres en coques $25, bureau de placement $25, vétérinaires, pêneures $10; propriétaires de salles pour concerts, bals, réunions, $100; toute personne donnant un bal, concert ou une réunion dans un but de profit paiera chaque fois $10.

Toute personne faisant métier d'acheter ou de vendre des animaux devra être munie d'une licence et payer $100, sous peine de $100 d'amende, et en cas de non-paiement de l'amende, d'un mois de prison.

Salon de barbe $10, boulangerie $10, boucher $10, vidangeur $5, blanchisserie $10.

Agents de réclamations, collecteurs, courtiers de douane $25.

Agence commerciale de renseignements $250.

Toute personne ayant des phétarts, charrettes ou des brouettes à louer $25.

Toute personne vendant sur ordre ou échantillon $25.

Galeries photographiques $25. Arrimeurs $50. Marchés particuliers $300. Débit de volailles, gibier, légumes, ailleurs qu'au marché $10.

Chaque abattoir $500.

Toute personne, trafiquant au Bazar du marché $10. Débitants de fruits ou de poissons seulement dans un marché $10.

Avocats, notaires, ajusteurs, chirurgiens, dentistes, sages femmes, $20.

Cafés, buvettes, cabarets, etc., $100. Cafés avec musique instrumentale $200; do. avec musique instrumentale et vocale $300; avec représentations théâtrales $1000.

Manèges, vélocipédromes, berceles à patiner $50.

Toute personne qui exercera plus d'une profession ou métier paiera la licence prévue pour chaque.

Toute profession ou métier non énuméré $50.

Tout wagon d'express ou de transport à un cheval $10; à deux chevaux ou plus $25; charrettes à 4 roues et à ressorts, à un cheval $10, à deux chevaux $15; charrette à bière $15. Tout conducteur d'un véhicule énuméré ci-dessus $10.

Charrette de jardinier $5 par an, charrette ou voiture de laitier $10. Charrette à bras $2 par an.

Voiture de louage $10, cocher de voiture à louer ou stationnant pas sur la voie publique, un cheval $8 40, à deux chevaux ou plus $10; cocher de voiture à louer stationnant sur la voie publique, à un cheval $10, à deux chevaux ou plus $20.

Tout propriétaire ou cocher d'omnibus ou voiture à passager $20, le propriétaire ou conducteur de tout char employé pour transporter les passagers sur un chemin de fer urbain $10.

Entre $50.

L'ordonnance répète les anciennes prescriptions sur la tenue, le numérotage et l'éclairage des voitures. La section 70 est ainsi conçue:

Section 70. Toutes les licences imposées par cette ordonnance sont pour l'année finissant le 31 décembre 1875. L'émission de licences de six mois, à partir de juillet 1875, est autorisée.

Les licences ne sont pas transférables. L'ordonnance répète les anciennes prescriptions relatives au non paiement des licences, aux pénalités, à la non responsabilité de la ville. Nous regrettons que le Conseil n'ait pas eu le temps de refaire toute cette partie de l'ordonnance qui renferme beaucoup de choses erronées sur les droits respectifs des citoyens et des autorités municipales, mais nous espérons que la Législature en fera avec le système des licences et que celles de 1875 seront les dernières que les contribuables auront à payer.

Nouveau Tarif.

Section 1ère.—*Il est décrété, etc.* A partir du 1er juin on ne fait sera voté il sera prélevé et collecté sur tous les esprits distillés qui n'auront pas acquitté la taxe imposée par la loi, soit que ces esprits soient en distillerie, ou en entrepôt, soit qu'ils ne le soient pas, une taxe d'une piastre par chaque gallon-preuve, ou par chaque gallon-vin, quand ils seront au-dessous de preuve, que devra payer le distillateur, le propriétaire, ou la personne ne possédant les dits esprits, avant qu'ils aient été retirés de la distillerie ou de l'entrepôt et toute partie de la section 3431 des Statuts révisés des Etats-Unis qui serait contraire au présent bill est de fait abrogée; bien entendu que, en outre de la taxe de cinquante-cinq cents par gallon imposée par la loi actuellement en vigueur, il sera prélevé et collecté une taxe de quinze cents, montant à la moitié de l'augmentation de taxe décrétée par le présent acte sur chaque gallon-preuve ou chaque gallon-vin, quand les esprits seront au-dessous de preuve, ou sur les esprits distillés et manufacturés aux Etats-Unis et placés en entrepôt avant le jour où cet acte sera mis en vigueur, et détenus à cette époque en entrepôt, et sur tous les esprits alors détenus par des distillateurs, rectificateurs ou marchands en gros ayant en leur possession ou sous leur contrôle des esprits distillés en poids timbrés; et toute personne qui vendra, transférera ou cédera de toute autre manière les dits esprits distillés, après que cet acte aura été mis en vigueur, jusqu'à ce qu'un timbre additionnel, que fournira spécialement dans ce but le commissaire du Revenu intérieur, indiquant le paiement de la taxe additionnelle de quinze cents par gallon imposée par le présent acte, aura été acheté et joint au colis renfermant les dits esprits, de la manière que prescrira le commissaire du Revenu intérieur, sera sujette à une pénalité d'une piastre par chaque gallon ainsi transféré, et les dits esprits transférés seront confisqués au profit des Etats-Unis; bien entendu, en outre, que sur tous les brandies, genièvres, rhums, et sur tous les composés et toutes les préparations ou entrent partie essentielle, comprenant tous les genres d'esprits distillés ou tout ils font la fonction d'esprits distillés importés de pays étrangers sur lesquels le droit est fixé dans le Statute Révisé à deux piastres par gallon, il sera désormais prélevé, collecté et payé un droit de deux piastres et demie par gallon-preuve.

Section 2.—La section 3391 des Statuts Révisés est amendée en y supprimant les mots "vingt cents par livre" et en leur substituant ceux-ci: "vingt-quatre *cents* par livre." Bien entendu que l'augmentation décrétée par le présent acte, ne s'appliquera pas au tabac sur lequel la taxe, en vertu de la loi actuelle, aura été payée quand cette loi sera mise en vigueur.

Section 3.—Toute cette partie de la section 3437 qui impose un droit de timbre sur les allumettes ou tout autre article fait de bois et destiné au même but, sera abrogée à partir du 1er juillet 1875.

Section 4.—Sur toutes mélasses, jus ou sirops tirés des fonds de citerne, sur tous sirops faits de jus de cannes à sucre, sur tout malado ou matado concentrés, et sur tous sucres, selon leurs qualités, importés de pays étrangers, il sera prélevé, collecté et payé, en outre de droits actuellement imposés conformément à la cédule G, Section 2504 des Statuts Révisés, un montant égal à vingt-cinq pour cent des dits droits, tels qu'ils sont prélevés par différentes qualités désignées par la dite section.

Section 5.—Toute cette partie de la section 3,362 des Statuts révisés qui établit que 70 pour cent seulement des différents droits et taux de droits imposés sur certains articles énumérés par la section 2,502, seront perçevés, collectés et payés, est par le présent abrogée; et les différents droits et taux de droits imposés par la dite section 2,504 seront prélevés dans leur intégralité sans la dite réduction de 10 pour cent indiquée par la section 2,505.

Section 6.—L'augmentation de droits établie par cet acte ne s'appliquera pas aux articles, objets ou marchandises actuellement à bord de navires, et en destination des Etats-Unis, le 10 février 1875, ni à aucun article, objet ou marchandise qui serait en entrepôt ou dans les magasins publics lorsque sera voté cette loi.

Les deux Législatures.

Nous donnons ci-dessous le tableau comparé des deux listes de la législature, l'une d'après les retours réels de l'élection, l'autre d'après le travail frauduleux de manipulation du Bureau des retours. La première liste comprend 10 sénateurs démocrates et 8 républicains, 70 représentants démocrates et 38 républicains (non compris les deux de Carroll). La seconde liste comprend 10 sénateurs républicains et 8 démocrates, 53 représentants démocrates et 53 républicains. Le Bureau a réfécs à la Législature quatre parpiaces donnant 5 représentants. Il y a en tout 111 sièges. Cinquante-six membres sont nécessaires pour faire un quorum.

SÉNATEURS D'ÉTAT.

	1er District.	
J. H. Grover, D.		7733
J. Kelly, D.		7720
R. D. Ogden, D.		7720
J. Langlois, R.		7741
C. F. Lasalle, R.		3541
C. F. Laid, R.		3568
	2ème District.	
E. D. White, D.		8240
J. Lansbur, R.		2799
	3ème District.	
Will Steven, D.		8484
Thomas Carey, R.		3559
	4ème District.	
J. B. Kustis, D.		8726
D. J. Hutchinson, R.		1330
	5ème District.	
A. Dumont, R.		1995
J. S. Wilkinson D.		1327
H. Mahoney, R.		931
	6ème District.	
R. H. Chatteourn, R.		6115
R. F. Turnbull, R.		3054
J. L. Montieu.		3054
	7ème District.	
Pierre Landry, R.		8367
Geo. E. Howe, R.		1627
	8ème District.	
F. R. Goode, D.		4677
Oscar Groner, R.		4575
	9ème District.	
Wm. A. Robertson, D.		3735
John J. Gardner, R.		2004
Geo. H. Weiss.		999
W. S. Burnham.		792
	10ème District.	
John F. Brauer, R.		3494
John Clair.		3494
F. V. D. Haggamann.		591
	11ème District.	
J. H. Burch, R.		2436
R. T. Young.		1809
	12ème District.	
T. T. Allain, R.		4128
E. T. King.		2439
T. Mahler.		636
	13ème District.	
David Young, R.		3071
A. B. Irwin.		1173
	14ème District.	
J. A. Otis, R.		2548
J. H. Brittain.		1496
Georgo C. Benham, R.		578
	15ème District.	
A. B. George, D.		4407
J. D. Harper.		2961
	16ème District.	
J. B. Elain, D.		3019
H. M. Twitchell.		2541

REPRÉSENTANTS.

Elus réellement. Bureau des retours.

Orleans.		
A. A. Magionis, D	A. A. Magionis, D	
Edw. Booth, D	Booth, D	
W. L. Hall, D	Hall, D	
W. J. Hammond, D	W. J. Hammond, D	
C. C. Schenck, D	C. C. Schenck, D	
R. M. Kountz, D	R. M. Kountz, D	
J. A. Gilmore, D	J. A. Gilmore, D	
Chas. Byrne, D	Chas. Byrne, D	
Chas. L. Walker, D	Chas. L. Walker, D	
J. D. Aldige, D	J. D. Aldige, D	
M. Sibilski, D	M. Sibilski, D	
Chas. Roman, D	Chas. Roman, D	
G. Pascal, D	G. Pascal, D	
G. W. Dupré, D	G. W. Dupré, D	
J. B. Jourdain, R	J. B. Jourdain, R	
G. B. Burkhart, D	G. B. Burkhart, D	
C. F. Seaman, D	C. F. Seaman, D	
J. A. Wiltz, D	J. A. Wiltz, D	
J. A. DeBlanc, D	J. A. DeBlanc, D	
J. A. Hafer, D	J. A. Hafer, D	
Chas. Kummel, D	Chas. Kummel, D	
G. W. R. Bailey, D	G. W. R. Bailey, D	
E. L. Bower, D	E. L. Bower, D	
R. C. Elliot, D	R. C. Elliot, D	
John Oracien, R	John Oracien, D	
Ascension.		
G. R. Hill, R	G. R. Hill, R	
Louis Butler, R	Louis Butler, R	
Assomption.		
George Drury, R	George Drury, R	
E. Soudelet, R	E. Soudelet, R	
Avoyelles.		
J. Lafargue, D	J. Lafargue, D	
J. Souer, R	J. Souer, R	
Bienville.		
Référé à la Législature.		
Bossier.		
J. W. Baker, R	J. W. Baker, R	
R. Thomas, R	R. Thomas, R	
Baton Rouge.		
E. D. Triplett, R	E. D. Triplett, R	
W. G. Lane, R	W. G. Lane, R	
Jos. Wilson, R	Jos. Wilson, R	
Baton Rouge, 2.		
F. A. Woods, R	F. A. Woods, R	
Caddo.		
A. D. Lane, D	A. D. Lane, D	
F. R. Vaughn, D	C. W. Keating, R	
John J. Horan, D	Johnson, R	
Caldwell.		
T. E. Meredith, D	T. E. Meredith, D	
Carroll.		
Pas comptee	Chas. Bartain, R Jones York, R	
Calcasieu.		
G. W. Robinson, D	G. W. Robinson, D	
Cameron.		
E. A. Durr, D	E. A. Durr, D	
Claiborne.		
John Young, D	John Young, D	
H. C. Mitchell, D	H. C. Mitchell, D	
Concordia.		
J. Randall, R	J. Randall, R	
Wm. Ridgely, R	Wm. Ridgely, R	
Catahoula.		
R. B. Watters, D	R. B. Waters, D	
De Soto.		
I. L. Scales, D	Référé à la Législature	
Charles Schuler, D		
Est Feliciana.		
W. H. Pipes, D	W. H. Pipes, D	
S. R. Ray, R	S. R. Ray, R	
Ouest Feliciana.		
J. W. Armistead, R	J. W. Armstead, R	
Franklin.		
J. L. Mathews, D	J. L. Mathewa D	
Grant.		
C. C. Dunn, D	Référé à la Législature	
Iberie.		
W. F. seowring, D	A. Suser, R	
Iberville.		
J. Carille, R	Carille, R	
J. G. Davidson, R	J. G. Davidson, R	
Jackson.		
E. K. Kidd, D	Whitefield Hodd, D	
Jefferson.		
K. A. Isuileau R	E. Hubeau, R	
J. W. Lowell, R	C. W. Lowell, R	
J. S. Parker, R	J. S. Parker, R	
Lafayette.		
M. T. Martin, D	M. Martin, D	
Lafourche.		
J. S. Billin, D	J. S. Billin, D	
T. J. Johnson, D	T. J. Johnson, D	
Livingston.		
E. D. Wells, D	E. D. Wells, D	
Lincoln.		
Seaborn Jones, D	Seaborn Jones, D	
Madison.		
Wm. Murrell, R	Wm. Murrell, R	
Morehouse.		
F. M. Grant, R	F. M. Grant, R	
Natchitoches.		
H. Raby, R	H. Raby, R	
E. L. Pierson, R	E. L. Pierson, R	
Ouachita.		
D. C. Hall R	D. C. Hill, R	
W. F. Southard, R	W. F. Southard, R	
Pasquemine.		
A. Milon, R	A. Milon, R	
Pointe-Coupee.		
Emile Honoré, R	Emile Honoré, R	
Milton Jones, R	Milton Jones, R	
Rapides.		
G. M. Stafford, D	John De Lacy, R	
Jas Jeffris, R. D	Jos Johnnaghan, R	
R. L. Luckett, D	W. Crawford, R	
Rivière Rouge.		
E. W. Dewees, R	F. W. Dewees, R	
Richland.		
R. P. Edwards, D	R. P. Edwards, D	
Sabine.		
D. W. Self, D	D. W. Self, D	
St Bernard.		
R. F. Guichard, R	R. F. Quichard, R	
St Charles.		
M. Hahn, R	M. Hahn, R	
St Jacques.		
O. F. Hunsacker, R	O. F. Hunsacker, R	
V. Dickerson, R	V. Dickerson, R	
St Jean Baptiste.		
Henry Demas, R	Henry Demas, R	
St Hélène.		
O. L. Collins, D	O. L. Collins, D	
St Landry.		
E. D. Estillette, D	E. D. Estillette, D	
James Webb, D	James Webb, D	
S. A. Carmouche, D	S. A. Carmouche, D	
Y. Vidrine, D	Vidrine, D	
St Martin.		
Chas. Delhommer, D	Chas. Delhommer, D	
Felix Voorhies, D	Felix Voorhies, D	
Ste-Marie.		
S. R. Piles, R	S. R. Piles, R	
Isaac Sutton, R	Isaac Sutton, R	
St Tammany.		
A. J. Louais, R	A. J. Louais, R	
Tensas.		
J. S. Mathews, R	J. S. Mathews, R	
Tangipahoa.		
Bolivar Edwards, D	B. Edwards, D	
Terrebonne.		
W. H. Keys, R	F. Marie, R	
E. McCullom, D	F. R. Wright, R	
Union.		
W. P. Smith, D	W. P. Smith, D	
Vermillion.		
A. Hebert, D	A. Hebes, D	
Vernon.		
Alpin, D	M. M. Alpin, D	
Washington.		
Webster.	W. Magee, D	
W. W. Carlose, D	W. W. Carlose, D	
Winn.		
G. A. Kelley, D	Référé à la Législature	

L'Union Française.

BUREAUX, RUE ST-LOUIS, No. 9.

Le public est informé que l'Union Française fait un appel à la générosité des cultivateurs Africains et ouvriers en général. Des bureaux sont ouverts pour recevoir les demandes des travailleurs et celles des maisons désirant les employer. Un cours d'anglais gratuit a lieu, sous le siège de la société les Lundi, Mercredi, Vendredi soir à 7 heures.

Président,
L. BERTON.

11 janv—1an

Nouveaux de l'heure de fer d'Orléans, Opelousas et Galveston. — Nouvelle-Orléans, 5 février 1875. — Messieurs les actionnaires de cette compagnie sont, par cette présente, informés qu'une assemblée des actionnaires aura lieu Vendredi, 12 du mois de mars 1875, aux bureaux de la compagnie, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi, à l'effet de prendre en considération l'amendement à la charte proposé par la Législature, pour réduire les actions de la compagnie de cent dollars à cinquante dollars par action.

P. TEXIER,
Secrétaire.

4 fév—en 12mars.

Aux Actionnaires du Jockey Pavilion Racing Association (Limited). — Nouvelle-Orléans, 7 février 1875. — Une assemblée spéciale des actionnaires de la Jockey Pavilion Racing Association (Limited) aura lieu au bureau de la compagnie, dans la Cité de Nouvelle-Orléans, le MARDI, 16 février 1875, à 2 heures de l'après-midi, pour prendre en considération la question de savoir si la compagnie sera dissoute ou non, et pour prendre telle autre action que les actionnaires présents jugeront à propos. Dans le cas où cette assemblée ne serait pas légalement constituée, faute de quorum, une autre assemblée sera convoquée dans les trente jours qui suivront, pour prendre en considération les mêmes questions. Par ordre du Président de la Compagnie.

W. H. HURSTEL,
Secrétaire de la Direction.

16 janv—17fév

Nouveaux de l'Union de fer d'Orléans, Baton Rouge et Lafourche. — Nouvelle-Orléans, 5 février 1875. — Messieurs les actionnaires de cette compagnie sont, par cette présente, informés qu'une assemblée des actionnaires aura lieu Vendredi, 12 du mois de mars 1875, aux bureaux de la compagnie, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi, à l'effet de prendre en considération l'amendement à la charte proposé par la Législature, pour réduire les actions de la compagnie de cent dollars à cinquante dollars par action.

P. TEXIER,
Secrétaire.

4 fév—en 12mars.

Avis. — Les actionnaires de la Compagnie de Chemin de fer de Shreveport et Red River sont par les présentes informés qu'une assemblée générale des actionnaires de la dite compagnie aura lieu au bureau de la compagnie, à Shreveport, Louisiane, le 1er mars 1875, à 10 heures du matin, pour prendre en considération la question de savoir si la charte de la dite compagnie sera amendée ou non, et pour prendre telle autre action que les actionnaires présents jugeront à propos. Dans le cas où cette assemblée ne serait pas légalement constituée, faute de quorum, une autre assemblée sera convoquée dans les trente jours qui suivront, pour prendre en considération les mêmes questions. Par ordre du Président de la Compagnie.

W. H. HURSTEL,
Secrétaire de la Direction.

16 janv—17fév

H. Y. MONTAGNET,
(Successeur de ALP. LAINE, agent.)
—Marchand de—
CHARBONS PITTSBURG, ANTHRACITE ET CANNEL ANGLAIS.

COAL

Il approvisionne promptement tous les bateaux à vapeur, sur les Levées, au ferry de la District.

BUREAUX,
No. 167 de la rue de la Course, près Carondelet, Nouvelle-Orléans.

☞ Les ordres sont reçus à l'un ou l'autre des endroits.

Charbon - Charbon - Charbon
P. & R. DeVERGES,

COAL

Au No. 146 1/2 de la rue Carondelet.

Offrent les meilleurs charbons pour forges, à vapeur et Cannel, livrés sans frais de charrot, dans toutes les parties de la ville, aux plus bas cours du marché. Bureau: No. 20 de la rue Bienville et au No. 146 1/2 rue Carondelet. Levée et District.

Charbon. Charbon.
W. G. COYLE & CO.,

COAL

Thomas PITTSBURG, WINDBER, CANNEL, ANTHRACITE. Livrés aux plus bas prix de marché. Bureau, No 19 de la rue Bienville, au bout des rues Front et Levée, et aux bas fourneaux à Lowe.

J. DESCA,
ANCIENNE MAISON L. MOULOR.
No. 53...RUE VIEILLE-LEVÉE...No. 53
(Encoignure Ricouvier.)
Manufacture à vapeur de
TABACS A FUMER ET A PRISER,
Et importateur de
CIGARES DE LA HAVANE, TABACS A CHIQUER, PIPES &c.
12-déc—1an Nouvelle-Orléans.

CONSULAT DE FRANCE, 11 RUE St-LOUIS.

DEMANDES.

Les informations sont demandées sur les personnes dont les noms suivent:

Aimet, Mme Vve.		Huin, François.	
Aurignac, Pierre F.		Jaubert, Charles.	
Bertier, les deux		Jeanne, Mme Vve	
Blavet, Mme Vve.		Dilmas.	
Olympe.		Jandry, Anatole.	
Bonnet, Mlle.		Jacker Antoine.	
Bonino, Mathieu.		Jacob Benoit.	
Bonard, Jules.		Jacquinet, Paul et sa	
Biret, Isidore.		femme.	
Budinaka, Mlle Jeanne		Krique, Joseph.	
Barthet, Mme née Tu-		Lamothe, Jean.	
sant.		Lasalle, Jean.	
Borie, Michel et Jean		Lasseigne, Placide.	
Pierre.		Lassalliers, B.	
Blanc, Charles.		Lacoste, Jean et Pierre	
Bonduces, Maquet.		les frères.	
Bertel, Emile.		Levert, Ernest.	
Claude, Jules Victor.		Lemoal, Yves.	
Cazeaux, Epse J. B. née		Lagrenade.	
Foirol.		Lafarguedire, Firmin.	
Clan E. la famille.		Lafforgue, Jean, agri-	
Calandon, Casimir.		culteur.	
Combes, Jean Louis.		Lafevre, Elisabeth.	
Cambon, J. B.		Lafevre, N.	
Camors, Clémence.		Lafon, Joseph.	
Cahun (Mme Vve.)		Marlin, Léon.	
Cazeaux, Jean.		Martina, Ernest (Mme).	
Clavorie, Lucien.		Monnier, Désespoux.	
Dessaux, Pierre.		Mahaya, Jules.	
Chatagnier, Jean.		Michel, Louis.	
Cartel, J. Bte.		Mazet, T.	
Casanave, Antoine.		Mathieu, Francois(Prêtre)	
Drumat, Jules.		Monet, de Lyond.	
Desaix, Louis.		Mollie, Hyppolite.	
Dampuis, la famille.		Morin, Mme Isolda.	
Dupuis, Bernard.		Nolson, Charles.	
Dupuis, Jean Baptiste.		Nolson, Mme Vve.	
Dupu